

**Point de presse du porte-parole -  
Syrie/Armes chimiques/Présentation  
des preuves nationales sur l'attaque  
de Khan Cheikhoun par M.  
Jean-Marc Ayrault - Liberté de la  
presse/Rapport de «Reporters sans  
frontières» - Irak/Attaque contre  
des civils à Mossoul -  
Ukraine/Situation dans l'est du pays  
- Ministère des affaires étrangères et  
du développement  
international/Création de  
l'association «Diplomatie solidaire»  
- RDC - Irak/Syrie/Bombardements  
turcs - Turquie/Droits de  
l'Homme/Assemblée parlementaire  
du Conseil de l'Europe  
(Paris, 26 avril 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Syrie - Armes chimiques - Présentation des preuves nationales sur l'attaque de Khan Cheikhoun par M. Jean-Marc Ayrault

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est exprimé le 26 avril à l'issue du conseil de défense restreint à l'Élysée.

Le ministre des affaires étrangères a présenté l'évaluation nationale apportant la preuve de l'utilisation de gaz sarin et de la responsabilité du régime syrien dans l'attaque chimique perpétrée à Khan Cheikhoun le 4 avril.

La France, au côté de ses partenaires, reste mobilisée pour que les responsables de cette attaque odieuse rendent des comptes.

Pour plus d'informations : <a href="http://fdip.fr/Preuves">http://fdip.fr/Preuves</a>

2 - Liberté de la presse - Rapport de «Reporters sans frontières» (26 avril 2017)

La France exprime sa préoccupation à l'occasion de la publication le 26 avril par «Reporters sans frontières» de son rapport sur la liberté de la presse, qui fait état d'une dégradation inquiétante de la situation dans le monde.

Dans un contexte où propagande, rumeurs et fausses informations se diffusent rapidement, la liberté de la presse n'a jamais été aussi cruciale. Le devoir d'informer est plus prioritaire que jamais. Il fait notamment de la protection des journalistes un impératif.

C'est pour cette raison que la défense des libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression et la liberté de la presse, constitue une priorité de notre politique étrangère. Nous restons mobilisés, notamment aux Nations unies, en faveur de la protection des journalistes.

### 3 - Irak - Attaque contre des civils à Mossoul (25 avril 2017)

Le 25 avril, des combattants de Daech se sont fait passer pour des soldats irakiens et ont exécuté au moins 15 habitants dans le secteur de la vieille ville de Mossoul encore occupée par les terroristes.

La France exprime sa plus vive émotion devant cet acte inqualifiable. Cette attaque prouve une fois encore la brutalité et le peu de cas de la vie humaine dont fait montre l'organisation terroriste.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et assurons le peuple irakien de toute notre solidarité.

La France souligne tous les efforts déployés par l'Irak et la coalition pour que la libération de Mossoul soit accomplie en épargnant le plus possible les civils. Elle réaffirme son soutien aux autorités irakiennes dans la lutte contre le terrorisme de Daech et est mobilisée aux côtés de ses partenaires de la coalition.

### 4 - Ukraine - Situation dans l'est du pays

La France est préoccupée par les risques de dégradation de la situation humanitaire et sanitaire, à la suite des coupures d'approvisionnement en électricité et en eau dans la région de Louhansk.

La France appelle les parties à trouver une solution au sein du groupe de travail économique du groupe de contact trilatéral afin de rétablir l'approvisionnement en électricité et de garantir la continuité de l'accès à l'eau des populations.

### 5 - Ministère des affaires étrangères et du développement international - Création de

l'association «Diplomatie solidaire»

Le ministère des affaires étrangères et du développement international s'enrichit d'une nouvelle association, «Diplomatie solidaire».

Créée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 par des agents du Quai d'Orsay, de tous horizons et toutes catégories, elle a pour vocation de susciter, promouvoir et mener des projets en matière d'éducation, de tutorat et de santé en France et à l'étranger, en faveur des enfants et des femmes.

«Diplomatie solidaire» lancera dans la semaine du 19 au 25 juin une «journée de la diplomatie solidaire», dans l'ensemble des postes partenaires, illustrant les valeurs humanistes et l'engagement civique des agents du ministère.

Le ministère des affaires étrangères et du développement international compte aujourd'hui 17 associations, témoignant du dynamisme associatif de ses agents.

## 6 - République démocratique du Congo

Q - Quelle est votre réaction à la diffusion des images du meurtre des deux experts de l'ONU en République démocratique du Congo ?

R - La France appelle au respect de la mémoire des deux experts des Nations unies assassinés dans le Kasai, M. Michael Sharp et Mme Zaida Catalan, et de la douleur de leurs proches.

Elle déplore la publicité faite par les autorités congolaises à une vidéo montrant leur assassinat, alors même que des enquêtes sont toujours en cours.

La France réitère son appel à ce que toute la lumière soit faite sur leur meurtre, ainsi que celui de leur interprète congolais, afin que les responsables soient identifiés et traduits devant la justice.

## 7 – Irak - Syrie - Bombardements turcs

Q - Que pensez-vous des bombardements turcs en Irak et en Syrie qui ont notamment visé des forces kurdes ?

R - Tous les efforts doivent se concentrer sur la lutte contre Daech en Irak comme en Syrie, en coordination avec la coalition internationale.

La reprise de Raqqa et de Mossoul est une priorité pour la sécurité de tous.

8 - Turquie - Droits de l'Homme - Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Q - Avez-vous un commentaire à la décision du parlement du Conseil de l'Europe de placer la Turquie sous surveillance ?

R - Les parlementaires de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui ont décidé le 25 avril de replacer la Turquie en procédure de suivi, se prononcent en toute indépendance.

La France partage les préoccupations que suscite la situation des institutions démocratiques en Turquie.

Elle appelle les autorités turques à utiliser cette procédure de suivi pour poursuivre le travail engagé avec le Conseil de l'Europe afin de permettre à la Turquie de respecter ses engagements au regard du Conseil de l'Europe et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne feront le point sur la situation en Turquie et sur les relations entre ce pays et l'Union lors du Gymnich qui se tiendra à Malte le 28 avril./.